

Nuevo Mundo Mundos Nuevos

Nouveaux mondes mondes nouveaux - Novo Mundo Mundos Novos - New world
New worlds

Débats

2019

La parole et le corps – Fabrique et jeux des catégories dans les Amériques – (XVIe-XXe siècles)

La révolte de Coro : les catégories bouleversées à l'ère des révolutions (Venezuela, 1795)

The Coro revolt: Turmoil in categories during the Age of Revolutions (Venezuela, 1795)

La rebelion de Coro: las categorias trastornadas durante las revoluciones (Venezuela, 1795)

FRÉDÉRIC SPILLEMAEKER

<https://doi.org/10.4000/nuevomundo.75193>



Ce site utilise des cookies et vous donne le contrôle sur ceux que vous souhaitez activer

✓ Tout accepter

X Tout refuser

Personnaliser

Politique de confidentialité

considérée comme une conséquence de la Révolution de elle constitue aussi un objet d'étude privilégié, pour idiques à l'ère des révolutions. La peur de la Révolution ité des différents groupes déterminaient l'interprétation s logiques de la répression. Cependant, les Amérindiens, uvaient adopter des tactiques diverses dans le Venezuela es catégorisations.

viewed as a mere consequence of the Saint-Domingue lso a fascinating case to understand the using of the ns. The fear of the Caribbean Revolution and the pursuit interpretation and repression of the rebellion by the rdiens, the slaves and the free people of colour could ssignation and categorization.

a menudo interpretada como una consecuencia de la

Revolución de Saint-Domingue. Pero es también un caso emblemático para entender el uso de las categorías en la edad de las revoluciones. El miedo a la Revolución caribeña y la búsqueda de lealtad de diferentes grupos sociales determinaban la interpretación de los eventos, por parte de las autoridades, y las lógicas de la represión. Sin embargo, los indígenas, los esclavos y los libres de color podían tener diferentes tácticas en la Venezuela colonial, mas allá de los mecanismos de asignación y categorización.

Entrées d'index

Mots clés : révolte, catégorie, révolution, Venezuela, Caraïbe

Keywords: Rebellion, category, Revolution, Venezuela, Caribbean

Palabras claves: rebelión, categoría, revolución, Venezuela, Caribe

Texte intégral

1 Le 13 avril 1792, le capitaine général de Caracas écrivait au Ministre de la Guerre, Manuel Negrete y la Torre pour lui faire part de son inquiétude, constatant que les nouveaux uniformes des milices étaient identiques pour la milice des Blancs et pour celle des *pardos* (métis d'Européens et d'Africains) : au vu du caractère « exubérant » et « orgueilleux » des *pardos*, ils pourraient oublier « l'extrême différence »¹ entre le plus décoré d'entre eux et le moindre des hommes blancs. Pourquoi le fait que des hommes appartenant à des catégories différentes portent des uniformes semblables suscitait-il une telle inquiétude parmi les élites du Venezuela colonial ?

2 Dans le Venezuela colonial, la division de la population en catégories participait à la fois d'une pratique juridique du monde hispanique, et d'un contexte atlantique et caribéen marqué par l'esclavage, dans lequel l'ascendance africaine constituait une macule, un stigmat². Ainsi, à la fin du XVIIIe siècle, la société était hiérarchisée non seulement par la richesse, mais aussi en fonction de l'appartenance de chacun à une catégorie socio-raciale, inscrite dans l'ordre juridique, et nommée *calidad*³. Les métis d'Amérindiens et de Noirs étaient nommés *zambos*, tandis que les individus issus du métissage entre Africains et Européens étaient nommés *pardos* ou *mulatos*. Le terme *pardo* désignait ordinairement ceux dont l'ascendance africaine était moindre comme les *cuarterones*⁴ ou *quinterones*⁵, tandis que le terme *mulato*⁶ suggérait un ascendant direct noir, ou pouvait être employé de préférence à *pardo* pour signifier une origine sociale très modeste, ou un jugement dépréciatif. L'ensemble de ces populations libres qui n'étaient pas considérées comme blanches, ni comme amérindiennes étaient nommées *castas*⁷, et ne pouvaient pas accéder à certaines



Ce site utilise des cookies et vous donne le contrôle sur ceux que vous souhaitez activer

✓ Tout accepter

X Tout refuser

Personnaliser

Politique de confidentialité

ge des avocats de Caracas refusait l'accès à toute mesure de prouver sa *limpieza de sangre*⁸. Les indigènes à part, et ils appartenaient à la *República de los Indios*, ils avaient certains droits, mais devaient souvent lutter pour continuer à entendre préserver une part de souveraineté sur leurs terres. Aux esclaves, ils formaient une catégorie sociale inférieure : leur condition servile. Ils étaient souvent désignés comme des *castas* : les révoltes et le marronnage étaient fréquentes dans ce milieu : ils parvenaient à racheter leur liberté grâce aux terres qu'ils possédaient¹¹.

Le mouvement national des années 1790 était source de nouvelles inquiétudes dans le bassin caribéen, saisies d'effroi devant le « spectre de la révolution de Saint-Domingue »¹². De fait, dans les années 1790, les révoltes étaient en cause la hiérarchie des statuts socio-raciaux du Venezuela colonial. Aussi peut-on considérer qu'il existait de nombreuses ramifications multiples, également au Venezuela,

comme l'ont mis en évidence de nombreux travaux récents¹³.

- 4 Aussi, à travers l'étude de l'insurrection de Coro en 1795, on peut analyser l'évolution du maniement des catégories juridiques par les autorités, et de leur signification politique.
- 5 D'une part, on remarque que la répression des autorités s'est appliquée différemment selon les catégories d'individus, en fonction de la peur d'une Révolution caribéenne au Venezuela. Face au danger de la « contagion révolutionnaire », les Amérindiens Caquetíos sont perçus comme la meilleure garantie de la fidélité à la Monarchie et érigés en catégorie fidèle, alors même que certains d'entre eux avaient participé à l'insurrection. Les autorités cherchaient à distinguer et à hiérarchiser les degrés de fidélité à la Couronne de chaque catégorie, alors même que d'autres logiques politiques existaient et créaient des alliances qui dépassaient les divisions de statut.

La peur de la Révolution caribéenne et les catégories de la répression

- 6 Loin d'être seulement des termes descriptifs, les vocables en usage pour désigner les différents secteurs de la population, étaient aussi des catégories d'interprétation du monde, d'intelligibilité des événements. C'est pourquoi l'étude des correspondances administratives issues de la répression et des procès d'une révolte populaire peut être abordée sous l'angle de l'analyse de ces catégories. Afin d'étudier la révolte de Coro en 1795, on dispose d'un fonds conservé aux Archives des Indes à Séville¹⁴, dont proviennent les éléments présentés dans cet article, sauf mention contraire. Ces événements ont également fait l'objet d'une abondante historiographie, qui a amplement débattu des motivations des insurgés, Ainsi, pour certains auteurs comme Pedro Manuel Arcaya ou Federico Brito Figueroa¹⁵, l'exemple de Saint-Domingue avait été la principale source d'inspiration des révoltés. D'autres historiens tels que Ramón Aizpurua et Javier Laviña¹⁶ ont estimé que ces connexions révolutionnaires étaient exagérées par les autorités, et que l'insurrection était due essentiellement à des causes économiques et sociales, en particulier antifiscales. Les travaux les plus récents, comme ceux d'Alejandro Gómez¹⁷, de Cristina Soriano¹⁸ et de Juan Francisco Martínez Peria,¹⁹ adoptent une position médiane, et considèrent que les révoltés avaient des motivations plurielles, et que leur connaissance des événements révolutionnaires des Antilles, avait pu



Ce site utilise des cookies et vous donne le contrôle sur ceux que vous souhaitez activer

✓ Tout accepter

X Tout refuser

Personnaliser

Politique de confidentialité

indications antifiscales et antiesclavagistes. S'il est des motifs de révoltés, il est certain que la peur de la révolte radicale des esclaves pour la liberté et des libres propriétaires des terres des administrateurs et les planteurs de Coro. C'est la distinction des catégories d'appartenance des individus, certaines prononcées, les plus anciennes du Venezuela, située à plus de 300 kilomètres et à moins de 70 kilomètres seulement de l'île de Margarita, le commerce, généralement de contrebande, fut le pilier économique de Coro²⁰. L'élite de Coro était formée de commerçants, propriétaires, esclavagistes. Les cultivateurs esclaves de la province de Coro, du coton, de l'indigo et de la canne à sucre, et étaient fondamentale à la richesse de l'élite. Dans la province de Coro, qui représentait 12 % de la population en 1796, et la canne à sucre de la région était une périphérie de « l'empire du sucre » basé sur l'esclavage, et qui connaissait son apogée au XVIII^e siècle à Saint-Domingue, jusqu'à la Révolution²¹. À ce titre, le Venezuela colonial pourrait être considéré comme une société

esclavagiste selon la définition qui en a été donnée par Moses Finley : la « société esclavagiste existe là où l'élite économique et politique dépend pour l'essentiel de la production sur le travail servile »²². De fait, les grandes familles Toro, Tovar, Mariño ou encore Bolívar tiraient une grande part de leur richesse et de leur pouvoir des plantations esclavagistes qu'ils possédaient²³. Cependant l'esclavage avait une place moins centrale que dans les îles à sucre, dans la mesure où les esclaves représentaient seulement moins de 15 % de la population totale²⁴ : proportion qui la rapproche davantage d'une « société à esclaves »²⁵. Le Venezuela était également caractérisé par un important marronnage maritime : c'est-à-dire par les circulations d'esclaves en quête de liberté, qui passaient d'un territoire à un autre, en escomptant une libération alors qu'ils changeaient d'aire de souveraineté²⁶. Dans la région de Coro, de nombreux fugitifs venus de Curaçao avaient ainsi obtenu la liberté, affirmant qu'ils quittaient l'île hollandaise pour exercer librement la religion catholique²⁷. Les Espagnols les nommaient *loangos*, par référence à un peuple africain d'Angola du même nom : ce même terme était appliqué indifféremment par l'administration à tous les Noirs originaires de Curaçao.

8 L'une des principales préoccupations des autorités au moment de la révolte de Coro était la « contagion révolutionnaire » internationale, à travers les nouvelles venues des îles françaises, et en particulier de Saint-Domingue, favorisées par les circulations d'esclaves, de corsaires, ou de commerçants en provenance de ces îles. L'abolition de l'esclavage à Saint-Domingue en août 1793, puis dans les îles du Vent reconquises par les Français à partir de juillet 1794 faisait craindre une vague révolutionnaire, se propageant en particulier aux esclaves et aux libres de couleur. Ces derniers formaient la catégorie la plus nombreuse, soit 44 % de la population en 1796. On comptait également 14 % de Blancs et 30% d'Amérindiens. Dans les discours produits par les autorités, les termes comme *negros*, *mulatos* et *pardos*, ne désignaient pas seulement des catégories de population internes à la société coloniale, mais aussi des sujets politiques potentiellement insérés dans un réseau révolutionnaire international.

9 L'insurrection commença le 10 mai 1795 dans les plantations d'El Socorro. Dans l'hacienda de Macanillas, les révoltés blessèrent le fils du propriétaire José Telleria, et tuèrent son invité José Nicolas Martínez, originaire de Nouvelle-Espagne. La révolte était dirigée par José Leonardo Chirinos, *zambo*, libre, fils d'un esclave et d'une Amérindienne. Il était marié à une esclave María Dolores Tellería, et ses enfants étaient donc esclaves. Il jouissait apparemment de la confiance de son maître, qu'il accompagnait dans certains voyages à des fins commerciales. Ils attaquèrent quatre autres plantations. Le 11 mai, ils s'emparèrent d'un village et tuèrent José Telleria et

comprenait des esclaves, des Noirs libres, des *mulatos* et des *zambos*, et grossissait au fur et à mesure jusqu'à compter environ 400 personnes. À Coro, le principal responsable de la ville convoqua toutes les autorités locales : les Blancs, de *pardos*, et des Amérindiens venus de toutes les directions se présentèrent, et celui qui était alors le représentant de la communauté, José Caridad González, *Loangos*, demanda des armes pour participer aux révoltes. Mais le lieutenant de Coro les soupçonna de trahison et les fit arrêter.

Les révoltés se retrouvent face aux troupes sous le commandement de Juan Manuel Alderrain. Le combat ne s'engagea pas directement mais une délégation pour négocier. Ils demandaient l'abolition de l'expression de la taxe de l'*alcabala*. Le taux de cette taxe commerciale s'était progressivement élevé au cours de la décennie à 8 % en 1779, dans le cadre des réformes fiscales. Les réformes fiscales avaient été à l'une des causes de la révolte. Les actions du monde andin, qui firent trembler



Ce site utilise des cookies et vous donne le contrôle sur ceux que vous souhaitez activer

✓ Tout accepter

X Tout refuser

Personnaliser

Politique de confidentialité

l'Amérique hispanique au début des années 1780, comme la révolte de Tupac Amaru II au Pérou en 1780²⁹ et la rébellion des Comuneros de Nouvelle-Grenade en 1781³⁰. À Coro, la formation d'un détachement présentant les doléances à l'autorité témoignait d'une politisation toujours liée au système politique monarchique et colonial : les révoltés ne cherchaient pas seulement à attaquer les planteurs et les biens, mais souhaitaient faire valoir des revendications conformes à leur conception de la justice, à leur « économie morale »³¹. Cependant, le lieutenant de Coro refusa toute discussion et fit donner l'assaut. Les révoltés perdirent la bataille, et y laissèrent 25 morts et 23 prisonniers. José Leonardo Chirinos était en fuite, et le soulèvement prit fin. Chirinos fut finalement arrêté quelques mois plus tard. La rébellion en elle-même avait été brève. Elle s'inscrivait dans une longue tradition de résistance des esclaves au Venezuela, depuis le « rey Miguel », ancien esclave mineur qui fonda un éphémère royaume marron en 1553, jusqu'aux chefs rebelles Andresote et Guillermo au XVIII^e siècle³². Du reste, des rébellions serviles avaient lieu depuis le début de la mise en place de l'esclavage de plantation dans le du bassin caribéen³³, même s'il s'agissait d'une stratégie exceptionnelle parmi de nombreuses autres formes de résistance³⁴. Mais la rébellion de Coro survenait au cours de l'année la plus féconde en révoltes d'esclaves dans la Grande Caraïbe³⁵, et suscitait de grandes inquiétudes des autorités : le Venezuela était-il à la veille d'une révolution d'inspiration dominguoise ou guadeloupéenne ?

11 Lorsqu'on analyse la liste des exécutés et des condamnés on remarque la pluralité des catégories présentes. Le 23 mai, le lieutenant de Coro, Ramirez Valderrain dresse une liste de 54 individus identifiés comme révoltés ou comme suspects. Parmi eux, on compte 18 esclaves (dont 3 femmes), 7 libres de couleur, et 7 Amérindiens et 22 Noirs Curaciens ou Loangos³⁶.

12 Le même jour, l'officier rendait un premier jugement expéditif et décida de faire exécuter sans procès 21 hommes esclaves et libres de couleur arrêtés. Trois femmes esclaves, nommées Polonia, Juana Antonia et Trinidad, furent condamnées à recevoir 200 coups de fouet. Les documents n'indiquent pas si elles survécurent à l'extrême violence de la peine, alors qu'elles étaient censées être ensuite revendues par leurs propriétaires hors de la juridiction. Quant aux Amérindiens et aux Noirs curaciens, Ramirez Valderrain décida de les envoyer aux galères à La Guaira et à Puerto Cabello. Ces derniers échappent aux exécutions sommaires. En effet, aux yeux des autorités de Coro, bien que suspects d'avoir participé à la rébellion, ils formaient des communautés constituées, des « nations »³⁷. Dans l'Amérique hispanique, comme l'écrit Fabio Wasserman, l'appartenance à une nation était l'un des critères possibles de catégorisation des individus : « Malgré des acceptations de nature diverse, dans tous



Ce site utilise des cookies et vous donne le contrôle sur ceux que vous souhaitez activer

✓ Tout accepter

X Tout refuser

Personnaliser

Politique de confidentialité

ait une fonction précise : distinguer, délimiter et caractéristiques déterminées telles que le lieu, ou l'obéissance à un même pouvoir politique »³⁸. Les communautés de Coro formaient une nation reconnue pour sa diversité depuis le XVI^e siècle, et la majorité d'entre eux étaient des Noirs Curaciens étaient également considérés comme des nations. Ils avaient obtenu leur liberté à la Monarchie. Mais le traitement n'était pas différent. Les détachements de Caquetíos qui avaient été envoyés à Coro, furent incorporées aux expéditions militaires. Les Noirs curaciens furent immédiatement considérés comme des esclaves. Trinidad Gonzalez mourut peu après avec deux de ses frères. Une tentative d'évasion selon le lieutenant de Coro. Cette révolte de Noirs et de Noirs curaciens a priori fidèles, peut être attribuée à une insurrection. Parce que Noirs et issus du marronnage, les esclaves complices de la révolte d'après Ramirez Valderrain. La révolte réelle des Loangos à l'organisation de la révolte est évoquée lors du procès. Une insurrection d'esclaves eut lieu à Curaçao en juillet 1795, et les insurgés se

réclamèrent explicitement de l'exemple de Saint-Domingue et de Toussaint-Louverture⁴⁰. Mais un lien direct n'a jamais pu être établi avec la rébellion de Coro deux mois auparavant.

13 Le procès qui s'engagea sous l'autorité de l'Audience de Caracas, conduisit à plusieurs mois d'interrogatoire, au cours desquels José Leonardo Chirinos fut arrêté, puis condamné à mort et exécuté. Malheureusement son interrogatoire a disparu et ne figure pas dans les pièces du procès conservées à Séville et à Caracas. Les veuves des deux chefs supposés de l'insurrection, Maria de los Dolores Telleria, veuve de José Leonardo Chirinos, et Josefa Leonardo Piña, veuve de José Caridad Gonzalez furent également interrogées. Elles nièrent avoir été au courant des préparatifs de l'insurrection, sans qu'il soit possible de savoir s'il s'agissait simplement d'une tactique destinée à échapper aux peines les plus sévères⁴¹. Elles furent finalement innocentées de leur participation à la révolte, mais María de los Dolores Telleria, esclave, devait être vendue à un propriétaire hors de la juridiction de Coro. Lors de ce même procès, les esclaves capturés et jugés déclarèrent s'être révoltés car ils croyaient qu'un décret d'abolition royale avait été proclamé, et qu'il était caché par les propriétaires. Ces rumeurs d'abolition décrétées par le roi étaient fréquentes dans l'ensemble des colonies caribéennes tout au long du XVIIIe siècle⁴². Selon Julius Scott, elles formaient partie intégrante de la culture politique des esclaves, une « culture de l'attente » (« *culture of expectation* »), issue notamment d'une réinterprétation des débats abolitionnistes⁴³. Quant aux Noirs libres, ils souhaitaient l'abolition de la taxe de *alcabala*, qu'ils devaient payer lorsqu'ils se rendaient dans la ville de Coro, et qui était prélevée avec zèle par Manuel Iturbide, suscitant de nombreuses contestations. Les motivations antifiscales étaient indéniables, mais l'un des témoins du procès, Manuel Tellería assure également que les insurgés avaient connaissance des événements de Saint-Domingue, en particulier grâce à José Caridad González. Né esclave à Curaçao, ce dernier avait quitté ses fers en gagnant les côtes de Coro. Il avait cultivé des terres, et se serait rendu à l'Audience de Caracas⁴⁴, et même à la Cour de Madrid selon Tellería⁴⁵, pour que s'en voir reconnaître la propriété. À l'occasion de sa visite à Caracas, il aurait ainsi pu obtenir de nouvelles informations sur les bouleversements révolutionnaires dans les Antilles, de même qu'à travers les réseaux de contrebande avec Curaçao. La déclaration de guerre de l'Espagne à la France le 30 mars 1793 avait eu d'importantes conséquences dans la capitainerie générale du Venezuela. Ainsi, un contingent de mille miliciens du Venezuela avait été envoyé combattre à Saint-Domingue, et en septembre 1793, plusieurs centaines de prisonniers avaient débarqués à la Guaira, le port de Caracas, en communiquaient parfois avec la population, notamment les libres de couleur⁴⁶.



Ce site utilise des cookies et vous donne le contrôle sur ceux que vous souhaitez activer

✓ Tout accepter

X Tout refuser

Personnaliser

Politique de confidentialité

ouvelles de la Révolution conduisent les autorités à me la tentative d'instauration d'une république, de français »⁴⁷. Des rumeurs d'abolition s'étaient déjà tôt, à La Havane et à Caracas au moment de Charles IV, en 1789-1790⁴⁸. Le même témoin évoque peut-être fait escale sur les côtes de Coro en avril 1795, et les libres à préparer la révolte dans les plantations de ou avoir lieu, car trois corsaires français avaient été es dès avril 1794⁴⁹. En mai 1796, une prise d'armes de laquelle des esclaves et des libres de couleur de l'Inco-antillais dans un affrontement avec la marine

restent hypothétiques, mais c'est à l'aune de ce mouvement révolutionnaire macro-régional à la insurgés étaient jugés et que la révolte était décrite par ons des participants de la révolte, les Amérindiens me qu'ils constituent près de 15 % des participants is le rapport adressé à l'Audiencia de Caracas⁵², le

le mobile antifiscal ne peut être invoqué. Du reste, sur les sept Indiens condamnés, six sont issus de villages Caquetíos. Ces exemples introduisent un doute sur la fidélité exemplaire de la communauté. Un autre document découvert à l'Archivo General de la Nación de Caracas éclaire sous un nouveau jour les rapports entre les autorités, en particulier le lieutenant de Coro, et les Caquetíos. En décembre 1793, dans le contexte de la guerre déclarée à la France révolutionnaire, le lieutenant de Coro, avait mené une opération de recrutement⁶². Il avait convoqué dans la ville de Coro plus de 200 Amérindiens des villages Caquetíos, et la milice des Noirs de Curaçao. Ainsi les deux corps de la province de Coro censés être les plus loyaux à la Couronne étaient rassemblés. Les Amérindiens avaient coutume à Coro de défendre les côtes de la province, mais le projet de Ramirez Valderrain était de les envoyer au port militaire de Puerto Cabello, à plus de 200 kilomètres de leurs terres. Afin de mener à bien ce projet, il avait organisé une étonnante confrontation, en ordonnant aux Noirs Curaciens de désarmer les Amérindiens. Ils les privèrent de leurs bannières, de leurs tambours et de leurs armes (essentiellement des arcs) et les conduisirent jusqu'à un navire de guerre. Emmenés sous la contrainte à Puerto Cabello, les Amérindiens protestèrent à la même manière de nombreux révoltés d'Ancien Régime, de même que les *Comuneros* de 1781, en clamant « Vive le roi ! Mort au mauvais gouvernement ! ». Les caciques, ne tardèrent pas à émettre une réclamation contre la mobilisation forcée, appuyée par le *Protector de Indios* du Conseil des Indes. Le gouverneur de Puerto Cabello assura également sa désapprobation des méthodes de Ramirez Valderrain, et affirma qu'il n'avait pas requis un tel renfort, du moins pas sous cette forme. En conséquence, le capitaine général du Venezuela rappela à l'ordre le lieutenant de Coro, et lui demanda de permettre le retour dans leurs communautés des Amérindiens recrutés de force. Ramirez Valderrain se plia à cette décision.

18 L'exode, temporaire mais brutal de jeunes Caquetíos, par le lieutenant de Coro en décembre 1793, pourrait contribuer à expliquer que certains d'entre eux aient pris part à l'insurrection de mai 1795. En comparant la liste des Indiens déportés en 1793 et celle des Indiens condamnés en 1795, on n'a pas trouvé de noms d'individus exactement semblables. Néanmoins on a établi des similitudes à partir de la correspondance des critères du nom de famille et du village d'origine⁶³. Il apparaît que six des sept Amérindiens condamnés appartenaient probablement à des familles ayant été touchées par le recrutement de décembre 1793. Par rapport aux 200 Caquetíos emmenés à Puerto Cabello, le nombre d'Amérindiens s'étant révoltés en 1795 reste relativement faible, et ils furent en effet bien plus nombreux à participer à la répression. Toutefois, le fait qu'au moins sept d'entre eux aient pris part à l'insurrection, montre une autonomie politique des individus, au sein de la



Ce site utilise des cookies et vous donne le contrôle sur ceux que vous souhaitez activer

✓ Tout accepter

X Tout refuser

Personnaliser

Politique de confidentialité

Caquetíos. On peut aussi émettre l'hypothèse que des et des esclaves, d'ordre familial ou commercial, nsion de la rébellion à certains Amérindiens. José t un *zambo*, de mère indigène. Ces liens peuvent re la revendication d'une « république » que les aux insurgés. Dans l'Ancien Régime, ce terme is, et pouvait simplement signifier le « bien » référence à la « République des Indiens », c'est à el vivaient les communautés indigènes reconnues ssociées un certain nombre de droits. Les révoltés i un tel statut, qui les aurait dispensés d'impôt, et ique française telle qu'elle se déployait dans de mme le craignait l'administration hispanique. Les s au terme lui donnaient de fait une épaisseur et er diverses revendications, du point de vue des : part, l'épisode du recrutement de décembre 1793 ouveau jour les rapports du lieutenant de Coro en vé par le capitaine général et il devait éviter un

nouveau désaveu. Aussi, son insistance sur la fidélité des Caquetíos en 1795 était aussi une manière de mettre en valeur son bon gouvernement. En un sens, la fidélité des Caquetíos était aussi construite dans le cadre d'un discours de justification du lieutenant de Coro vis-à-vis de ses supérieurs, et du capitaine général vis-à-vis du Conseil des Indes. Par ailleurs, la mise en accusation des Noirs Curaciens, ceux là-mêmes qui avait secondé Ramirez Valderrain un an et demi auparavant, montrait un changement d'alliance, sans doute sous l'effet de la peur de Révolution caribéenne, devenue prédominante. D'anciens esclaves, dussent-ils leur liberté à la Monarchie, étaient désormais perçus comme des révolutionnaires potentiels. À l'inverse la milice de *pardos* de Coro avait bien participé aux combats contre les insurgés. Ainsi, son capitaine, Juan del Rosario Borges, vantait les mérites de ses troupes dans une lettre adressée au Capitaine général le 3 février 1796, demandant la concession du *fuero militar*⁶⁵, déjà concédé aux milices de *pardos* de Caracas : c'est à dire le privilège non seulement de porter des armes, mais aussi de ne plus être passible d'emprisonnement pour dette et exempté de tributs⁶⁶. Le capitaine se targuait d'avoir décapité 90 rebelles avec ses hommes lors des combats : un chiffre bien supérieur au 46 morts cités dans son rapport par le lieutenant Ramirez Valverraín (25 morts los de la bataille puis 21 exécutions sommaires). Les miliciens *pardos* s'employaient ainsi à démontrer leur fidélité, et s'efforçaient d'en tirer avantage. Lorsqu'il désigne les insurgés, Juan del Rosario Borges les qualifie toujours de *negros* : jamais de *mulatos*, de *zambos* ou d'*Indios*. Cette qualification unique vise peut-être à marquer radicalement la différence entre les miliciens *pardos* et les insurgés, en masquant la participation de nombreux libres de couleur à la révolte. Comme l'a démontré Jean-Paul Zuñiga, le *pardo* en armes était un « vecteur de confusion sociale »⁶⁷ dans l'Amérique hispanique, et un motif d'inquiétude pour les élites. Mettre en discours l'opposition radicale entre les *pardos* fidèles et les *negros* révoltés était donc une manière de rassurer et de convaincre en vue d'obtenir des privilèges, quitte peut-être à exagérer le nombre des ennemis tués. L'enjeu était pour la milice de *pardos*, de s'ériger en groupe fidèle à la Monarchie, et reconnu comme tel, en se distinguant de la plèbe des insurgés, à l'exemple des Caquetíos. Ainsi, la fidélité attribuée à l'une ou l'autre des catégories socio-raciales était en évolution permanente et constituait l'objet d'une lutte pour la reconnaissance.

Conclusion : Au-delà des catégories, la diversité des tactiques



Ce site utilise des cookies et vous donne le contrôle sur ceux que vous souhaitez activer

✓ Tout accepter

X Tout refuser

Personnaliser

Politique de confidentialité

permet d'appréhender certaines des logiques de part des autorités, dans le Venezuela colonial de la iments appliqués aux insurgés de Coro différaient ividus auxquels ils s'appliquaient. Dans le contexte a peur traditionnelle des créoles vis-à-vis des ait aussi renforcée par le spectre d'une contagion Domingue ou de Guadeloupe. De fait, on peut étaient effectivement connus à Coro, notamment e couleur, du fait des échanges commerciaux avec onniers de guerre français à Caracas. Ils ont pu santes des insurgés à la liberté et à l'égalité. aient nombreux, et la rumeur d'abolition royale, de e statut enviable des Caquetíos pour les libres de 'armi ces mêmes Caquetíos, certains ont pourtant e parce qu'ils étaient plus proche des libres de pardonné au lieutenant Ramirez Valderrain le is en œuvre en décembre 1793.

20 La diversité des révoltés, de même que celle des troupes du lieutenant de Coro nous informent sur la pluralité des tactiques existantes au sein des groupes sociaux. Des individus appartenant aux mêmes catégories juridiques pouvaient avoir des aspirations opposées : un Amérindien ou un libre de couleur pouvait aussi bien être un révolté ou un soldat de la Monarchie. C'est pourquoi les assignations et les simplifications sémantiques auxquelles procédaient souvent les rapports des autorités peuvent être nuancées ou contredites, à la lumière de l'analyse historique. Les processus de hiérarchisation des groupes et de catégorisations s'appliquaient à tous, mais les tactiques étaient diverses, de l'intégration dans les structures de pouvoir à l'insurrection. Aussi, de même que de nombreuses autres révoltes survenues dans la Caraïbe à l'ère des révolutions, la rébellion de Coro nous permet de comprendre comment les catégories d'appartenance constituaient des cadres d'action, mais aussi comment les individus pouvaient les remettre en cause ou les redéfinir, en particulier à l'ère des révolutions.

Annexe 1 : Tableau des similitudes entre la liste de recrutement de décembre 1793 et les Amérindiens condamnés pour leur participation à la révolte de mai 1795

	Village de Cumarebo	Village de Guayabacoa	Village de Carrizal
Recrutement de 1793	Juan del Pilar Mendez	Rafael Josef Gutierrez	Pedro Manuel Camaya ; Pedro José Matto ; Bernardo Gregorio Villanueva
Révolte de 1795	Juan Florencio Mendez	Juan Eugenio Gutierrez	Juan Nicolas Cayama ; Juan de Mattos ; Juan de la Cruz Villanueva

Sources : Archivo General de Indias, Audiencia de Caracas, Tome 426, fol. 1-337 ; Archivo General de la Nación de Venezuela, Indigenas, Tome VII, fol. 390-471.

Notes

1 « petulante y orgulloso », « notabilísima diferencia », Archivo General de la Nación de Venezuela (ci-après AGNV), *Gobernación y Capitanía General*, Tome VI, Lettre du Capitaine général au comte de Campo de Alange, 13 avril 1792, fol. 233.

2 Gómez, Alejandro, « APENAS UNA PARTE DE NEGRO. Valores socio-raciales y accionar político de las élites de « color quebrado ». Jamaica, Venezuela, y Antillas Francesas (siglos XVIII y XIX) » *Revista de Indias*, Volumen LXXV, N° 263, janvier-avril 2015, p. 65-92 ; Langue, Frédérique, « La pardocracie ou l'itinéraire d'une « classe dangereuse » dans le Venezuela des XVIII^e et XIX^e siècles », *Caravelle*, 1996, p. 57-72. Schaub, Jean-Frédéric, *Pour is*, Seuil, 2015 ; Thibaud, Clément, *Libérer le Nouveau es républiques du monde hispanique (Colombie et erséides*, 2017, ici p. 78-85.



Ce site utilise des cookies et vous donne le contrôle sur ceux que vous souhaitez activer

✓ Tout accepter

X Tout refuser

Personnaliser

Politique de confidentialité

ivo General de la Nación (ci-après BAGNV), tome LXII, « el Colegio de Abogados de 1792 », p. 29-56. Transcription Caracas, Section « Reales Cédulas » 1792-1795, tome V,

ifiant généralement esclave, sauf précision contraire :

recciones de esclavos en la Venezuela colonial, Caracas, Juan Francisco « Lazos revolucionarios, Influencias, Haïti, Venezuela y Nueva Granada en la época de la e l'université Pompeu Fabra de Barcelone, 2015.

11 Ochoa, Neller «El fruto de mi trabajo, esclavitud, arboledillas y poder en la provincia de Caracas (siglo XVIII)» in Flores González, Jorge, Ochoa, Neller, Rojas, Neruska, Blanco Zambrano, Alexander, Ávila, Eduard (coord.), *Se acata pero no se cumple. Historia y sociedad en la provincia de Caracas (siglo XVIII)*, Caracas, Archivo General de la Nación, Centro Nacional de la Historia, 2014, p. 127-215.

12 Gómez, Alejandro, *Le spectre de la révolution noire : l'impact de la révolution haïtienne dans le monde atlantique 1790-1886*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2013. Voir aussi le travail classique de Miguel Izard : *El miedo a la Revolución, la lucha por la libertad en Venezuela (1777-1830)*, Madrid, Tecnos, 1979.

13 Gómez, Alejandro, « Entre Résistance, Piraterie et Républicanisme : Mouvements Insurrectionnels d'inspiration Révolutionnaire Franco-Antillaise Dans La Côte de Caracas, 1794-1800. », *Travaux et Recherches de l'UMLV*, n° 11, 2006, p. 91-120 ; Martínez Peria, Juan Francisco, *Ibid.* ; Soriano, Cristina, *Rumor of Change, Repercussions of Caribbean Turmoil and Social Conflict in Venezuela*, Thèse de doctorat de l'Université de New-York, 2011 ; Stráka, Tomás, « Venezuela en la revolución atlántica. Algunos problemas y posibilidades », *Anuarios de estudios atlánticos*, 58, 2012, p. 185-214; Thibaud, Clément *Libérer le Nouveau Monde. La fondation des premières républiques du monde hispanique (Colombie et Venezuela, 1780-1820)*, Rennes, Les Perséides, 2017.

14 Archivo General de Indias (AGI), Audiencia de Caracas (ci-après Caracas), Tome 426, fol. 1-337.

15 Arcaya, Pedro Manuel, *Insurrección de los negros de la serranía de Coro de 1795*, Caracas, Instituto Panamericano de Geografía e Historia, 1949; Brito Figueroa, Federico, 1961, *Las insurrecciones de esclavos en la Venezuela colonial*, Caracas, Cantaclaro, 1961.

16 Aizpurua, Ramón, « La insurrección de los negros de la serranía de Coro de 1795: una revisión necesaria », *BANH*, n° 283, juillet-septembre 1988, p. 705-723; Laviña, Javier, «Esclavitud y rebeldía en América», in Laviña, Javier (coord.) *Esclavos Rebeldes y Cimarrones*, Madrid, Fundación Hernando de Larramendi Tavera, 2005, p. 8-63.

17 Gómez, Alejandro, 2006, *op. cit.*

18 Soriano, Cristina, *op. cit.*, p. 180-242.

19 Martínez Peria, Juan Francisco *op. cit.*, p. 171-204.

20 Aizpurua, Ramón, *Curacao y la Costa de Caracas. Introducción al estudio del contrabando de la provincial de Venezuela en tiempos de la compañía Guipuzcoana 1730-1780*, Caracas, Biblioteca de la Academia Nacional de Historia, 1993.

21 Tulet, Jean-Christophe « La fin de l'empire de sucre dans les îles de la Caraïbe », *Caravelle* 109, 2017, p. 15-29.

22 Finley, Moses I., « Slavery », in Shils D. L. (dir.), *International Encyclopaedia of Social Sciences*, New-York, Macmillan, 1968, vol. 14, p. 307-313. Cité par Isnard, Paulin, « Écrire l'histoire de l'esclavage. Entre approche globale et perspective comparatiste », *Annales, Histoire, Sciences sociales*, 72-1, 2017, p. 9-43. Le vaste débat historiographique autour de cette définition est brillamment résumé dans ce même article de Paulin Isnard.

23 Figueroa, Federico Brito, *La estructura económica de Venezuela colonial*, Caracas, Universidad Central de Venezuela, Ediciones de la Biblioteca, 1978.



Ce site utilise des cookies et vous donne le contrôle sur ceux que vous souhaitez activer

✓ Tout accepter

X Tout refuser

Personnaliser

Politique de confidentialité

a Berlin, notamment dans *Generations of Captivity: A* (Cambridge, MA: Belknap Press of Harvard University

siendo lo mismo echarse al mar, que es lugar de libertad tica trans-imperial en el Caribe español, 1687-1804 », in *vitud y diferencia racial en el Caribe hispano*, Madrid,

› La Chapa y Macuquita: En Torno a La Aparición de Un ao En La Sierra de Coro En El Siglo XVIII. » *Boletín de* 3. Rupert, Linda M., « Inter-colonial networks and entury Curaçao and Tierra-Firme », in Wim Klooster et *e Age of Revolutions (1795-1800)*, Leyde, Presses du

gnole, de Colomb à Bolivar, Paris, Belin, 2004, p. 50-51

in rebelión en los Andes : De Tupac Amaru a Tupac studios Regionales Andinos « Bartolomé de las Casas »,

ie Andes: The Age of Túpac Amaru, Durham, Duke

University Press, 2013; Walker, Charles, *Smoldering Ashes: Cuzco and the Creation of Republicanism Peru, 1780-1840*, Durham, Duke University Press, 1999.

30 Leddy Phelan, John, *El pueblo y el rey: la revolución comunera en Colombia, 1781*, Bogotá, Editorial Universidad del Rosario, 2009.

31 Thompson, Edward Palmer, « The Moral Economy of the English Crowd in the Eighteenth Century », *Past and Present*, n° 50, février 1971, p. 76-136.

32 On consultera avec profit les ouvrages de Jean-Pierre Tardieu sur ce sujet, notamment *Resistencias de los negros en la Venezuela colonial*, Madrid, Iberoamericana Vervuert, 2013

33 Voir notamment le travail de Michael Craton : *Testing the Chains: Resistance to Slavery in the British West Indies*, Ithaca, Cornell University Press, 1982.

34 Comme l'a montré Aline Helg : *Plus jamais esclaves. De l'insoumission à la révolte, le grand récit d'une émancipation (1492-1838)*, Paris, La Découverte, 2016.

35 Barry Gaspar, David et Geggus, David (dir.), *A Turbulent Time. The French Revolution and the Greater Caribbean*, Bloomington et Indianapolis, Indiana University Press, 1997.

36 AGI, Audiencia de Caracas, 426, Lieutenant Ramirez Valderrain à l'Audiencia de Caracas, 23 mai 1795, fol. 31-34.

37 « naciones »

38 « a pesar de tener acepciones de diferente naturaleza, en todos los casos el concepto de nación cumplía con una función precisa: distinguir, delimitar o definir conjuntos sociales caracterizados por compartir determinados atributos como lugar de origen, rasgos étnicos o estar subordinados a un mismo poder político ». Fabio Wasserman « El concepto de nación y las transformaciones del orden político en Iberoamerica 1750-1850 », in Fernández Sebastián, Javier (dir.), *Diccionario político y social del mundo iberoamericano. La era de las revoluciones 1750-1850* [Iberconceptos I], Madrid, Fundación Carolina, Sociedad Estatal de Conmemoraciones Culturales, Centro de Estudios Políticos y Constitucionales, p. 854. Traduction de l'auteur.

39 Lovera Reyes, Elina, « La fidelidad de los indios caquetíos de Coro durante la independencia de Venezuela », in Bonilla, Heraclio (ed.), *Indios, negros y mestizos en la Independencia*, Bogota, Editorial Planeta, Universidad Nacional de Colombia, 2010, p. 172-185

40 Wim Klooster et Gert Oostindie (ed.), *Ibid.*

41 Voir notamment sur cette question des tactiques discursives des subalterns les remarques suggestives de James C. Scott, *Domination and the Arts of Resistance. Hidden Transcripts*, New Haven-Londres, Yale University Press, 1990.

42 Wim Klooster, « Le décret d'émancipation imaginaire : monarchisme et esclavage en Amérique du Nord et dans la Caraïbe au temps des révolutions », *Annales Historiques de la Révolution française*, 3263, janvier-mars 2011, *L'Amérique du Nord à l'époque de la Révolution française*, p. 109-129.

43 Julius Scott, « The Common Wind: Currents of Afro-American Communication in the Era of the Haitian Revolution », thèse de doctorat de l'Université Duke, 1986.

44 AGI, Caracas, 426, Audiencia de Caracas au Ministère de la Guerre, 12 juin 1795, fol. 6.

102-133.



Ce site utilise des cookies et vous donne le contrôle sur ceux que vous souhaitez activer

✓ Tout accepter

X Tout refuser

Personnaliser

Politique de confidentialité

102-133.

igos negros en la América española, Alcalá de Henares,

era, Rapport adressé par Manuel de Carrera à Francisco juillet 1795, fol. 93.

. cit., p. 172.

1 un précédent article : « Quand les cocardes étaient évolution », *Monde(s)*, vol. 12, n° 2, 2017, p. 221-237.

nirez Valderrain à l'Audiencia de Caracas, 23 mai 1795,

have à l'Audiencia de Caracas, 5 juillet 1795.

ronimo Tinoco au capitaine général, 2 septembre 1795,

diencia de Caracas au Conseil des Indes, 6 mars 1797,

fol. 15.

58 AGI, Caracas, 426, Manuel de Carrera, Rapport adressé par Manuel de Carrera à Francisco Jacot, envoyé du capitaine général, 2 juillet 1795, fol. 102.

59 Chefs d'une communauté amérindienne, reconnus par l'administration coloniale.

60 AGI, Caracas, 426, Rapport de Cipriano Antonio González à l'Audiencia de Caracas, fol. 337.

61 AGI, Caracas, 426, Déclaration de Maria de los Dolores Chirinos, 23 octobre 1795, fol. 304.

62 AGNV, Indigenas, Tome VII, fol. 390 à 471.

63 Voir le tableau en annexe.

64 Voir notamment Lomné, Georges « De la República y otras repúblicas: La regeneración de un concepto », in Fernández Sebastián, Javier (dir.), *op. cit.*, p. 1253-1269.

65 Archivo General de Simancas, Secretaria de Estado y del Despacho de Guerra, 7181, 30, fol., Capitaine Juan de Rosario Borges au Capitaine Général de Caracas, 3 février 1796, fol. 14 à 17 verso.

66 Zuñiga, Jean-Paul, « Africains aux antipodes. Armée et mobilité sociale dans le Chili colonial », in Bernand, Carmen et Stella Alessandro (dir.), *D'esclaves à soldats. Miliciens et soldats d'origine servile. XIIIe-XXIe siècles*, Paris, L'Harmattan, 2006, p. 115-132. Ici p. 123.

67 *Ibid.*, p. 122.

Pour citer cet article

Référence électronique

Frédéric Spillemaeker, « La révolte de Coro : les catégories bouleversées à l'ère des révolutions (Venezuela, 1795) », *Nuevo Mundo Mundos Nuevos* [En ligne], Débats, mis en ligne le 19 février 2019, consulté le 11 août 2022. URL : <http://journals.openedition.org/nuevomundo/75193> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/nuevomundo.75193>

Auteur

Frédéric Spillemaeker

EHEHI, Casa de Velázquez ; EHESS, Mondes Américains-CERMA (UMR 8168)

Droits d'auteur



d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0



by-nc-nd/4.0/

Ce site utilise des cookies et vous donne le contrôle sur ceux que vous souhaitez activer

✓ Tout accepter

X Tout refuser

Personnaliser

Politique de confidentialité